

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE  
à l'encontre de la société DS SMITH PAPER COULLONS  
pour l'usine de la Fosse à COULLONS**

**La Préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 mars 2008 autorisant la société DS SMITH CHOUANARD à poursuivre et étendre les activités de son établissement situé à COULLONS ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 autorisant la société DS SMITH CHOUANARD à poursuivre l'exploitation de l'usine de La Fosse à COULLONS ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** la lettre de l'exploitant du 26 novembre 2018 informant du changement de dénomination sociale ;

**VU** l'article Article 8.1.2.5. Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 susvisé, qui stipule notamment que :

*« Les dispositifs permanents d'entreposage d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.*

*Le volume nécessaire est de 80 000 m<sup>3</sup>, constitué de deux lagunes de respectivement 20 000 et 60 000 m<sup>3</sup>.*

*Elles doivent être étanches et aménagées de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Ces ouvrages sont régulièrement entretenus.*

*[...]*

***Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit ».***

**VU** le courriel de l'exploitant du 12 août 2021 informant l'inspection des installations classées que :

- La régulation de niveau de la lagune 20 000 m<sup>3</sup> n'a pas été faite et a entraîné un débordement de celle-ci dans le fossé à proximité ;
- L'exploitant suppose que le fossé a ruisselé dans la rivière ;
- Une surveillance de la rivière et de la lagune est mise en place.

**VU** les rapports de l'inspecteur de l'environnement des 12 et 13 août 2021, établis suite aux contrôles des installations du site du 10 août 2021 et du 13 août suite à deux incidents survenus sur les installations de lagunage de l'établissement. Ces rapports ont été transmis à l'exploitant par courrier du 13 août 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le courrier du 13 août 2021 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** le rapport et les propositions de l'Inspection des installations classées en date du du 13 août 2021 ;

**VU** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé par courrier du 20 août 2021 ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 13 août 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

*Le débordement par trop-pleins de la lagune de 20 000 m<sup>3</sup> et le déversement d'une partie des effluents contenus dans le milieu naturel, susceptibles d'impacter les eaux souterraines et eaux de surface de la rivière l'Aquiaulne,*

Dans certaines conditions, la conception de l'unité de lagunage de l'établissement ne permet pas de prévenir la survenue de ce type d'évènements conduisant à une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ;

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DS SMITH PAPER COULLONS de respecter les dispositions de l'article 8.1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

## ARRÊTE

### Article 1 : Mise en demeure

La société DS SMITH PAPER COULLONS, exploitant une installation de papeterie sise Usine de la Fosse sur la commune de COULLONS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017, sous 24 h à réception du présent arrêté.

### Article 2 : Mesures conservatoires : rapport circonstancié d'accident

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant à la préfète et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Il précise, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- un bilan massique de la pollution.

Ce rapport doit s'appuyer sur la fiche « accident » téléchargeable en ligne sur le site internet du Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations.

### Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 :**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le - 7 SEP. 2021

La Préfète  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Benoît LEMAIRE

**Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne cours qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

**Diffusion**

- Société DS SMITH PAPER COULLONS
- M. le Sous-Préfet de MONTARGIS
- M. le Maire de COULLONS
- M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des I.C.P.E. (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45)